

L'impossible indépendance de la télévision du Turkménistan indépendant (1991-2009)

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer*

« La notion de liberté d'expression est complètement et absolument absente au Turkménistan » concluait en 2002 le rapport de l'OSCE sur la situation des médias¹. En 2008, Reporters sans Frontières (RSF) plaçait cette dictature d'Asie centrale, ancienne république soviétique de 5 millions d'habitants, au 171^e rang (sur 173) de son classement mondial sur la liberté de la presse, juste devant la Corée du Nord et l'Erythrée, avec lesquels elle constitue le « trio infernal » ou les « enfers immobiles ». La totalité des médias – télévision, presse écrite, radio, Internet – sont possédés par l'Etat et placés sous le contrôle absolu du président.

La télévision apparaît dans la république socialiste soviétique du Turkménistan en 1959, lorsque s'ouvre le premier centre de diffusion TV du pays dans la capitale Achgabat. L'année suivante, seuls 0,4 % de la population possède un poste de télévision (9,2 % un poste de radio). En 1970, cette proportion passe à 10 %². Les émissions de

radio émises depuis Achgabat couvrent alors tout le territoire, mais la télévision ne peut être reçue que dans 80 % des zones habitées. Il y a des studios de télévision dans la capitale et trois grandes villes. On diffuse trois programmes de radio et trois programmes de télévision par jour, majoritairement en turkmène. Leur but est « d'informer quotidiennement sur les décisions du Parti communiste et du gouvernement soviétique », dans la langue maternelle de la population concernée puisque « la propagande leur est alors plus compréhensible et intelligible »³.

Lorsque le Turkménistan déclare son indépendance le 27 octobre 1991, le président Niyazov est déjà au pouvoir depuis sa nomination par Gorbatchev, en 1985, au poste de premier secrétaire du Parti. Il règnera sans partage jusqu'en 2006, organisant la turkménisation de la société et un culte de la personnalité qui reste l'un des plus spectaculaires des XX^e et XXI^e siècles. En 2000, 93 % des foyers ont un poste

* Doctorant en études politiques à l'EHESS, Visiting Fellow à la Faculté de droit de l'Université de Amsterdam. L'auteur a vécu au Turkménistan entre 2007 et 2009, attaché à l'ambassade de France. Il remercie très chaleureusement Claire Sécaïl pour sa relecture attentive et impitoyable. Certaines des informations contenues dans cet article ne sont pas sourcées : elles sont tirées de documents non officiels et d'observations effectuées sur place.

de télévision⁴. Si l'indépendance politique est acquise, que dire de celle de la télévision ? Quel a été et quel est son rôle dans la construction d'un pouvoir sultanique ?

La télévision de Niyazov (1991-2006)

Contrôle, censure et instrumentalisation d'une institution

Dès 1991, Niyazov entreprend la nationalisation du média et la dérussification des programmes. Les chaînes commerciales privées qui s'étaient développées sur le réseau câblé dans les principales villes du pays dès la fin des années 80 sont supprimées – en toute illégalité puisque le gouvernement prétexte des problèmes financiers sans les avoir prouvés et qu'aucun texte officiel ne vient interdire formellement l'usage d'un transmetteur télévisé privé. Dès 1994, et jusqu'à aujourd'hui, il n'y a plus au Turkménistan qu'une télévision publique, régie par un monopole d'Etat et instrumentalisée à des fins de propagande.

Comme pour l'ensemble de la presse, Niyazov nomme directement par décret des cadres supérieurs qu'il place à tous les niveaux de hiérarchie de l'information des chaînes, des stations et des journaux du pays, des instances nationales de direction jusqu'au rédacteur en chef adjoint d'un journal agricole de province. Ce ne sont pas des journalistes, mais des hauts fonctionnaires qui sont sélectionnés

après une enquête de loyauté et de fidélité au régime. Dès l'automne 1991, Niyazov crée un poste de « censeur », qui sera ensuite institutionnalisé sous la forme d'un Comité de surveillance chargé de surveiller spécialement le contenu des informations accessibles à la population. Pour ôter à quiconque, journaliste ou simple citoyen, l'idée de critiquer le régime, un décret du 5 février 2003 rappelle que toute tentative de discrédit des initiatives présidentielles peut être considérée comme un crime de haute trahison, passible de l'emprisonnement à vie.

Ce maillage étroit assure au pouvoir un contrôle total de l'information télévisée, fait régner une censure omniprésente sur les rédactions et naître une autocensure croissante chez les journalistes. Instrumentalisée, la télévision permet bientôt au président d'asseoir son autorité en recourant à trois méthodes principales : la diffusion des « aveux » des « criminels », les remerciements de prisonniers graciés et l'humiliation des ministres.

1. *Faire avouer.* Avant d'abolir la peine de mort en 1999, Niyazov était le premier leader postsoviétique à ordonner que les corps des condamnés exécutés soient montrés pour l'exemple aux téléspectateurs⁵. Après 1999, à défaut de cadavres, sont diffusés les accusés qui, battus, torturés et drogués, « confessent » leurs crimes et supplient le président de les épargner, ou au contraire disent mériter la peine

qu'il voudra bien choisir. Cette méthode digne des grands procès stalinien des années 1930 est dénoncée par l'OSCE en janvier 2003⁶.

Le 25 novembre 2002 a lieu une tentative présumée d'assassinat du président et de coup d'Etat, qui pourrait n'être qu'un coup monté afin de justifier la répression qui s'ensuit. En tout, plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de personnes sont arrêtées, torturées et emprisonnées. Le cerveau de ce que la presse désigne comme un « acte terroriste » est désigné : il s'agit de Boris Shikhmuradov, l'ancien ministre des Affaires Etrangères passé dans l'opposition en exil à Moscou et devenu depuis 2001 l'ennemi public numéro un. Shikhmuradov a commis l'imprudence de retourner au Turkménistan : arrêté le 25 décembre, il fait ses « aveux » quatre jours plus tard à la télévision (doc. 1). Face à la caméra, visiblement battu et « sous l'emprise de narcotiques »⁷, présenté par une incrustation permanente à l'écran comme « le terroriste Boris Shikhmuradov », il annonce : « Lorsque l'on vivait en



Doc. 1

Russie, on a pris des drogues et, en état d'intoxication, on a entraîné des gens et recruté des mercenaires pour mener à bien une attaque terroriste. [L'ordre] était de déstabiliser le Turkménistan, de miner l'ordre constitutionnel, et de tenter d'assassiner le président [...]. Je ne suis pas un homme capable de diriger un Etat. Au contraire, je suis un criminel qui n'est bon qu'à détruire l'Etat. Je suis coupable. [...] Je prends des drogues, et je suis incapable de vivre sans héroïne »⁸ enchaîne-t-il avant de faire l'apologie du « président Saparmurat Niyazov [qui] est un don du ciel pour le peuple du Turkménistan »⁹. Dévasté d'avoir « trahi sa grande personne », il l'invite à le punir comme il lui plaira.

Même la redoutée procureure générale qui avait joué un rôle majeur dans la répression de l'après-25 novembre en accusant à la télévision Shikhmuradov et ses complices, finit par être victime du même traitement. Devenue une figure trop puissante, Niyazov s'en débarrasse en avril 2006 en l'accusant de corruption – elle posséderait 25 maisons, 36 voitures et 2000 têtes de bétail. Celle qui était surnommée « la dame de fer » se confesse à l'écran et supplie en larmes son président de l'épargner.

2. *Se faire remercier.* Chaque année, à l'occasion de *Gadyr Gijesi* (nuit du Tout Puissant) et de plusieurs fêtes nationales, le président gracie des milliers de prisonniers, sans importance pour la plupart. Cette pratique a deux intérêts



Doc. 2

pour le gouvernement. D'une part, elle fait rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat, puisque ceux qui sont graciés sont avant tout ceux qui ont les moyens de l'être. L'emprisonnement est un véritable commerce : on ne va pas en prison parce qu'on a commis un crime, mais parce qu'on n'a pas les moyens d'en sortir. Avec un « tarif » de libération allant de 200 à 40 000 \$, on estime les revenus tirés des quatre amnisties annuelles à plusieurs millions de dollars. D'autre part, la grâce donne également lieu à un moment émouvant de propagande puisque la télévision, commentant largement la clémence et l'humanité du président, diffuse en boucle les remerciements savamment mis en scène des détenus graciés et de leurs familles émues (doc. 2), filmés dans un environnement composé de symboles (tapis, portrait présidentiel, drapeau, armoiries, etc.).

3. *Humilier*. Chaque semaine, en particulier en Conseil des ministres, le président insulte des ministres ou des responsables politiques et les force à

s'autocritiquer publiquement à la télévision en reconnaissant leur ignorance et leur incompetence. Le téléspectateur peut assister à ce genre de spectacle hebdomadaire retransmis non seulement dans les foyers mais également sur des écrans géants placés au centre-ville d'Achgabat : « Le président Saparmourat Niazov, en chemisette blanche, une bague en diamant à chaque main, trône sur un fauteuil bleu aux moulures dorées. (...) Ce jour-là, il révoque le maire de la deuxième ville du pays. Motif : trop de nids-de-poule sur la route. Lors de son dernier passage, le cortège présidentiel n'a pas apprécié. Autour de la table ovale, les nez plongent dans les papiers. Puis un ministre se lève. D'une voix mal assurée, il présente son dossier. Il bafouille, semble tétanisé. Se rassoit. Niazov appelle ensuite deux individus perdus au fond de la salle. Il les nomme vice-ministres. Les deux affidés s'agenouillent et lui baisent pieusement la main »¹⁰.

Ces trois fonctions – faire avouer, se faire remercier et humilier – restent utilisées aujourd'hui par son successeur.

Outre les nationalisations et le contrôle de l'information, Niyazov instaure une politique de dérussification de la télévision. La chaîne publique russe RTR est interdite en 1994 suite à des émissions jugées non conformes à la position officielle. Pour les mêmes raisons, l'ORT est limitée dès octobre 1998 à 5-6 h de diffusion

par jour, puis en mai 2006 à deux heures par jour, et aujourd'hui elle n'est plus diffusée que sur la chaîne *Miras* de 17h à 19h. Les émissions sont retransmises avec un décalage permettant la censure et la sélection est généralement la suivante : dix minutes d'informations, des émissions de divertissement inoffensives et un feuilleton populaire, lui-même censuré¹¹.

Tout ce qui est critique à l'égard du Turkménistan ou incompatible avec les positions officielles n'est tout simplement pas diffusé. Les émissions diffusées sont épurées de deux champs lexicaux. D'une part, les mœurs : les scènes de nudité et de contacts physiques entre deux individus sont coupées. Dans le feuilleton populaire brésilien qui passait en 2006, sont censurés des mots tels que « femme légère », « avortement » ou « cancer de l'utérus »¹² de sorte qu'il est parfois difficile de comprendre les dialogues. D'autre part, la période soviétique : au printemps 2006, par exemple, est diffusé un documentaire intitulé « Création d'une légende », sorte de making-off du film culte *Moscou ne croit pas aux larmes* de Menchov (1979). Les censeurs turkmènes ont non seulement coupé « bouteille de vodka » et « alcoolique », mais aussi « Soviet », « Lénine », « perestroïka », « dégel », « Brejnev », ne laissant que des blancs et des phrases incomplètes. Pourquoi s'en prendre au champ lexical soviétique ? Pour ne pas rappeler des souvenirs à ceux qui ont connu cette époque et qui pourraient regretter le « bon vieux temps » (la nos-

talgie de l'époque soviétique est assez répandue chez les plus de 40 ans), et pour ne pas donner aux jeunes qui ne l'ont pas connue les moyens de comparer avec ce qu'ils connaissent.

Le rôle de TF1 dans la construction de la télévision nationale turkmène

Pour façonner sa télévision nationale, Niyazov va s'appuyer sur un partenaire... français : le groupe TF1, filiale du puissant groupe Bouygues installé au Turkménistan depuis 1993 et détenteur d'un quasi monopole sur la construction d'ouvrages haut de gamme. Martin Bouygues négocie en personne avec le président pour tous les contrats de bâtiments prestigieux, dont le palais présidentiel et quasiment tous les ministères, pour un chiffre d'affaire qui s'élève aujourd'hui à plus d'un milliard d'euros. En septembre 1996, la visite officielle du président Niyazov à l'Élysée offrait également l'opportunité de signer avec TF1 un « contrat de coopération pour moderniser et accompagner le développement de la



Doc. 3

télévision turkmène »¹³. D'un montant de 15 millions de dollars, l'accord prévoyait la construction de studios, la formation du personnel et la fourniture de programmes. Dans la foulée, la chaîne organise et réalise avec Niyazov une « Edition spéciale » de 40 minutes, « véritable opération séduction pour un client du groupe »¹⁴. L'émission, animée par Jean-Claude Nancy (TF1), réunit, face au président turkmène (doc. 3), quatre chefs d'entreprise : Martin Bouygues (Bouygues), Patrick Le Lay (TF1), Pierre Gadonneix (Gaz de France) et Jacques Roger-Machart (EDF). Tous congratulent et redoublent de flatterie à l'endroit de l'hôte présidentiel dans l'espoir de nouveaux contrats. « Je vous considère tous comme des amis » se réjouit Niyazov. Selon David Garcia, auteur du livre par lequel l'affaire a été révélée¹⁵, « Jean-Claude Nancy a accepté sans aucun problème de présenter l'émission. [...] D'ailleurs, à l'époque, il était chargé de la communication. Comme il l'a déjà déclaré dans la presse, il agit comme un « bon petit soldat ». Il l'a fait avec professionnalisme et plaisir »¹⁶.

Enregistrée, l'émission ne sera jamais diffusée. TF1 expliquera plus tard qu'« elle n'avait pas vocation à l'être, puisque c'était une opération de communication dans le cadre du contrat d'assistance de TF1 pour le lancement de la télévision turkmène. Il s'est simplement agi de tourner une émission sur la question de l'énergie [...] Et puis, à l'époque, on ne savait pas vraiment qui était Saparmourad Niazov, hôte de la République en voyage officiel en France »¹⁷.

« Cet argument est une bonne blague ! », réagit Garcia, « en 1996, [...] cela fait cinq ans que Niyazov sévit. La même année, un rapport de l'Assemblée nationale dénonce la situation politique du Turkménistan »¹⁸. Patrick Le Lay est plus franc : à l'AFP, il présente l'émission comme « une prestation de service » pour Niyazov (« J'ai un client, je lui fais plaisir »¹⁹).

Au cours de l'émission, où l'on parle gaz, bâtiment, électricité et télévision, Niyazov affirme avoir « besoin autant que de l'air d'une télévision moderne » : « nous comptons beaucoup sur vos spécialistes et sur vos techniques ». Mais Le Lay semble vouloir davantage : « Je crois que la télévision turkmène du futur doit également être un élément du développement de l'identité culturelle et je voulais savoir si le président comptait également sur nous pour l'aider à participer à la création d'émissions plus particulièrement consacrées au pays et à sa culture ». Niyazov lui répond que le contrat signé quelques heures plus tôt suffit pour l'instant.

Dans le cadre de ce contrat, TF1 a donc construit et équipé des studios de la chaîne TV4 (présentés en photo sur le site internet de Bouygues Türkmen). Mais, la chaîne française ne s'arrête pas là, et fait du zèle en créant, sans qu'on le lui demande après qu'un directeur de la télévision nationale s'est plaint du manque de visibilité de Niyazov, le logo de la télévision nationale :



Doc. 4



Doc. 5



Doc. 6



Doc. 7

un profil doré du dictateur, sorte de médaillon, dont le modèle est pris sur une pièce de monnaie, incrusté en permanence dans le coin supérieur droit de l'écran (doc. 4-7). « La chaîne est chaudement félicitée pour cette initiative »²⁰. TF1 est donc à l'origine de ce qui sera cité – et moqué – dans la presse occidentale comme l'un des symboles de la dictature : ce fameux « visage de profil qui regarde (surveille) ce que nous regardons »²¹.

Les programmes

Sous Niyazov, la télévision se compose de deux puis trois chaînes turkménophones diffusant le même con-

tenu 16-17h par jour. En août 1994, un décret du Parlement contraint la presse à ne nommer le président que sous le nom de « Turkmenbachi » (chef ou père des Turkmènes), sous peine d'amende. Le serment y est lu plusieurs fois par jour :

« Cher Turkménistan
 Patrie de mes pères,
 Que mon corps et mon esprit
 Te soient offerts en sacrifice !
 Si je te déshonore ne fut-ce que par la
 pensée,
 Que mes mains deviennent infé-
 condes !
 Si je médis de toi,
 Que ma langue soit maudite !

Si je trahis ma patrie, le Turkménistan,
Si je trahis le guide Saparmurat Turkmenbachi
Que ma vie soit anéantie! »

Les programmes sont composés de 10 % d'informations nationales, 20-25 % de films et dessins animés, et le reste de programmes musicaux (folklore, chansons, danse, spectacles dédiés au président) ou idéologiques tels que *Les leçons de Saparmurat Turkmenbachi le Grand*, *Le XIX^e siècle : âge d'or du peuple turkmène* ou encore *Turkménistan ressuscité et indépendant*. Les discours du président, ou les reportages sur ses activités du jour occupent 50 % du temps d'antenne et sont rediffusés trois fois par jour²². Les conseils des ministres, sessions du Parlement et voyages du président à l'étranger modifient le programme habituel et viennent s'y ajouter. En août 2000 est lancée une nouvelle série, *L'époque du Turkmenbachi* qui, pendant 5h par jour, explique les réalisations présidentielles. Des programmes quotidiens montrent des étudiants modèles répondre aux questions de leurs professeurs par des citations du *Rukhnama*, le livre sacré du président, élevé au niveau du Coran. Au début de chaque programme, en guise de générique, une séquence montre Niyazov embrassant le drapeau.

Niyazov critique les médias étrangers qui « ne comprennent pas ce que nous faisons, comment nous travaillons, comment nous vivons » et souhaite contrôler la manière dont le pays est perçu en annonçant la création d'un



Doc. 8

nouveau service : « Nous travaillerons avec des agences à l'étranger. Ce service donnera des informations aux médias étrangers et recevra des informations sur ce qu'ils disent du Turkménistan »²³.

Le 13 février 2004, il annonce le projet de créer une quatrième chaîne satellite avec des programmes en cinq langues (anglais, français, russe, persan et chinois), pour améliorer l'image du pays à l'étranger, et pour un coût de 14 millions de dollars : TV4 commence à émettre le 5 octobre 2004, via le satellite russe Yamal, et l'arabe s'ajoute aux langues précitées (doc. 8). Elle est présentée par les autorités comme « une source d'information objective et utile sur le Turkménistan pour des millions de spectateurs à travers le monde ». La propagande y est aussi présente que sur les autres chaînes²⁴.

C'est bien simple : sur toutes les chaînes, dans toutes les émissions, à toutes les heures, le président est partout. Son autorité irradie tous les sujets, même lorsqu'il s'agit d'un reportage sur l'emballage des produits laitiers en 2006 : « Dans ses discours, le Prési-

dent du Turkménistan Saparmurat Turkmenbachi le Grand a remarqué plus d'une fois qu'il faut produire les produits alimentaires en bon emballage et éclatant pour augmenter leur demande. [...] C'est pourquoi les spécialistes de la société anonyme (...) accordent une grande attention non seulement à la qualité des produits laitiers mais aussi à la décoration colorée de l'emballage »²⁵.

La télévision de Niyazov, comme sa politique étrangère, est isolationniste, centrée sur le Turkménistan, son président, son histoire, sa géographie, son économie, sa culture. Le reste du monde n'est quasiment jamais évoqué. Les nouvelles nationales (*Watan*) prennent le pas sur les nouvelles internationales (*Jahan*), et ces dernières restent purement anecdotiques. Comme on peut s'y attendre, aucune mention n'est faite, par exemple, dans aucun média turkmène, de la révolution des roses géorgienne de 2004. Mais, plus surprenant peut-être, cette mise à l'écart du monde concerne aussi le sport. Sur les 204 Etats affiliés à la FIFA,



Doc. 9

le Turkménistan est le seul à n'avoir pas acheté les droits de retransmission de la Coupe du monde 2006. Seule la quatrième chaîne propose de temps en temps un résumé des rencontres, qui se sont jouées deux jours plus tôt.

La mort de Niyazov et la transition politique (décembre 2006 – février 2007)

Le 20 décembre 2006, veille du vingt et unième anniversaire de l'accession de Niyazov au pouvoir, le journal télévisé fait un nouvel éloge du « Tout Puissant » en vantant son rôle historique et rappelant que le *Rukhnama* sacré « illumine la vie des Turkmènes et renforce l'économie ». Le présentateur souligne que le peuple « prie le nom de Saparmurat Turkmenbachi le Grand et pour sa santé ». Le lendemain à 1h10 du matin, la télévision annonce que le président est mort²⁶. Il avait 66 ans. A l'écran : son portrait dans un cadre noir, à côté du drapeau en berne. La voix off chante ses louanges (doc. 9). Les présentateurs portent un couvre-chef en fourrure noire. Le lendemain, le chirurgien allemand qui l'avait opéré en 1997 déclare sur la première chaîne que son patient aurait pu vivre « encore quelques années », soulignant que « le Président s'est dévoué totalement à son travail en dépit des mises en garde de ses médecins », et qu'il est mort d'une insuffisance cardiaque.

Les funérailles, retransmises en intégralité et en direct à la télévision, ont lieu le 24 décembre, d'abord dans la rotonde du palais présidentiel, où une



Doc. 10



Doc. 11



Doc. 12



Doc. 13



Doc. 14

foule triée défile pendant quatre heures devant un catafalque ouvert où le chef de l'Etat est présenté en costume de ville, puis au mausolée familial de Kipchak (construit par Bouygues), où il est inhumé (doc. 10-14).

Berdymouhamedov, soutenu par les forces de sécurité (ex-KGB), est nommé président par intérim – non sans avoir fait d'abord disparaître le président du Parlement qui, selon la Constitution, devait l'être à sa place – et prépare lui-même un simulacre d'élection pour le 11 février, en choisissant cinq adversaires inconnus de la population. La campagne officielle est lancée à la télévision le 1^{er} janvier 2007 à l'occasion des vœux de nouvelle année des candidats. Ils disposent d'un temps d'antenne identique mais, le 3

janvier, Berdymouhamedov annonce qu'il renonce à une partie du sien pour s'occuper des affaires quotidiennes de l'Etat. Assuré de gagner, la manœuvre ne lui coûte rien. Durant cette période, la télévision rend compte des meetings électoraux et les candidats font campagne à l'antenne (doc. 15). La télévision, comme les autres médias, ne



Doc. 15

donne à ces cinq autres candidats qu'un rôle de figuration destiné à donner l'illusion d'une procédure démocratique. En réalité, tous font l'éloge du président par intérim, Berdymouhamedov. A partir du 3 février 2007, deux vidéos sont diffusées expliquant la procédure de vote et la manière dont il faut remplir son bulletin.

Les résultats officiels de l'élection du 11 février sont annoncés le 14 : Berdymouhamedov a obtenu 89,23 % des voix, les cinq autres candidats entre 1,31 % et 3,2 %.

La télévision de Berdymouhamedov (2007 –)

D'une manière générale, la télévision de Berdymouhamedov n'est pas différente de celle de Niyazov, à quelques changements cosmétiques près.

Le contenu des programmes

Les quatre chaînes qui existaient déjà sont maintenues. Une cinquième voit le jour. La première, *Altyn Asyr* (siècle d'or), raconte les progrès accomplis par le pays à l'époque de la « Grande Renaissance », concept développé dès 2007 par Berdymouhamedov pour désigner sa présidence et remplacer « l'Âge d'Or » utilisé par Niyazov²⁷. La seconde chaîne, *Yaslyk* (jeunesse), diffuse des émissions pour enfants. La troisième, *Miras* (héritage, patrimoine), porte sur l'histoire, l'artisanat et la culture du peuple turkmène. La quatrième a changé de nom :

elle ne s'appelle plus TV4 mais *Türkmenistan* et diffuse des émissions sur le pays en sept langues. La dernière, *Türkmen owazy* (mélodie turkmène), née le 1^{er} janvier 2009, est une chaîne musicale et de divertissement. Lors d'une réunion le 4 janvier, les artistes diffusés ont protesté, en vain, contre l'instruction selon laquelle les femmes devaient porter le costume traditionnel, mais pas les hommes, et contre la pratique courante du play-back.

Les programmes sont peu à peu purgés de toute référence au Turkmenbachi, et Berdymouhamedov s'emploie à remplacer le culte de la personnalité de son prédécesseur par le sien, plus discret mais tout aussi réel. La télévision cesse ses lectures quotidiennes du *Rukhnama* à partir de l'été 2007 et, le 30 juin de cette même année, le fameux profil doré de Niyazov disparaît, remplacé par un portrait de Berdymouhamedov qui n'apparaît que lors des nouvelles. A partir de l'automne, c'est une photo de lui faisant son discours du 25 septembre 2007 devant l'Assemblée générale des Nations Unies. L'image est à l'opposé du profil figé de son prédécesseur : c'est là un président en action, dynamique, qui parle au monde entier.

Les rares textes qui ne parlent pas du président versent souvent dans le moralisme et le manichéisme. Un reportage sur la drogue, diffusé en français sur *Türkmenistan* en 2008, explique que « Nous sommes d'un côté de la barricade, des Drogues sinistres et des Forces sombres qui les servent sont de

l'autre côté ». La lutte contre « la narcomanie » y est décrite comme « la troisième guerre mondiale » – plutôt ironique si l'on se rappelle que le Turkménistan, qui entretenait des relations chaleureuses avec les Taliban jusqu'en 2001, est soupçonné d'être lui-même impliqué dans le trafic de drogue.

Pour alimenter leurs reportages, les journalistes fabriquent des interviews en indiquant la réponse à leurs interlocuteurs, et en leur faisant apprendre et répéter avant d'enregistrer. En 2009, une fillette « interrogée » lors de l'exposition « des succès de l'agriculture et des secteurs de l'industrie » du 5 avril, récite ce que lui dicte la « journaliste » (doc. 16)²⁸.

Le journal télévisé est diffusé tous les jours en français à 21h sur la chaîne *Türkmenistan*. Observé sur la semaine du 9 au 16 avril 2009, il permet de prendre conscience de la vacuité du discours de propagande turkmène. Sa structure est généralement la suivante : d'abord les nouvelles sur l'agenda du jour du président. On apprend par exemple le 9 avril que, « sur décision de la fédération mondiale de karaté, Gurbanguly Berdymouhamedov a obtenu

un titre honorifique de karaté, le 6^{ème} dan, pour sa grande contribution au développement du sport national du Turkménistan ». A l'écran : la ceinture noire brodée au nom du président et le président en kimono. Lorsqu'il ne s'agit pas d'une action réalisée par le président lui-même, il suffit de tourner la phrase différemment. Un reportage sur une zone touristique de la côte caspienne commence ainsi : « La réalisation du programme de la zone nationale touristique Avaza, conformément au décret du président du Turkménistan Gurbanguly Berdymouhamedov du 21 juin 2006 sur la création de la zone nationale touristique Avaza, est le nouveau symbole de la réalisation de la politique de paix, de bon voisinage et de création menée par le Turkménistan » (11 avril).

Ensuite, viennent les résultats fabuleux de l'industrie, « le développement économique à l'époque de la grande renaissance » (12 avril). Chaque jour, le téléspectateur a droit à une avalanche de chiffres : telle usine dans telle région a produit ce trimestre tant de tonnes de tel produit, soit une progression de tant de pour cent par rapport à l'année précédente. Alors que le monde entier s'enfonce dans la crise financière – dont on ne parle que pour dire qu'elle ne touche pas le Turkménistan –, la télévision explique que l'industrie turkmène se porte à merveille, avec une croissance à deux chiffres et une productivité spectaculaire. En 1991, un opposant soulignait ce rôle du média dans le contrôle de la population : « Les



Doc. 16

magasins sont vides, mais tous les soirs à la télévision vous voyez des histoires de mariage avec des tables remplies de nourriture et des gens chantant et dansant. Nombreux sont ceux qui finissent par croire que c'est ça, la vie du pays »²⁹. En 2009, le principe n'a pas changé : les nouvelles sont exclusivement positives.

La suite est un ensemble de reportages laudatifs sur l'histoire, la géographie et la culture nationale. On y apprend que « la nature du Turkménistan est extraordinairement belle » (10 avril), que l'arrivée du printemps « transforme la capitale en pays des fleurs miraculeuses » (11 avril), etc. Ce qui frappe dans l'ensemble est l'absence totale de la *société* turkmène. À l'écran, on ne voit jamais que le président, des machines agricoles, des usines, des paysages, des bâtiments, des rues vides et des fleurs. En ne filmant pas la vie réelle des gens, car elle ne correspond pas à l'image qu'elle souhaite donner du pays, la télévision ne donne à voir qu'une croûte désincarnée, déshumanisée.

Les « nouvelles du monde », calées en fin de journal, sont anecdotiques et inoffensives. Au moment où les télévisions du monde entier parlent de la guerre civile au Sri Lanka, du séisme de l'Aquila, des élections présidentielles en Algérie ou des affrontements en Thaïlande, la télévision turkmène parle d'un festival de yachts en Croatie (9 avril), de la floraison des pêchés à Shanghai (10 avril), ou d'une machine capable de faire des pizzas à 4,5 euros en Italie (15 avril).

Le contrôle de la télévision

Depuis son élection, Berdymouhamedov se montre très critique à l'égard de la qualité des médias nationaux, qu'il utilise comme son prédécesseur pour diffuser ses réprimandes. Un mois après son arrivée au pouvoir, le 16 mars 2007, il désavoue sévèrement la ministre de la Culture et de la Radiotélévision pour son manque de contrôle sur les contenus et la qualité des programmes, critiquant plus précisément des informations télévisées parfois périmées. Il demande à la ministre de présenter des « centaines d'excuses » et la menace de licenciement si la situation ne s'améliore pas. Trois jours plus tard, le journal télévisé d'*Altyn Asyr* change de formule : une nouvelle séquence de cinq minutes « *In taze habarlar* » (Les dernières nouvelles) apparaît.

Le 19 janvier 2008, à l'occasion d'une rencontre avec les élites culturelles, le Président rappelle l'importance des médias de masse dans le développement de la société et le rayonnement du pays : « tous nos succès, notre réputation dans la communauté internationale, dépend de la manière dont nous utilisons la politique de l'information ». Quelques jours plus tard, il insiste encore : le rôle des médias est de répandre et expliquer les politiques intérieures et étrangères du Turkménistan en cette période de « Nouvelle Renaissance ». Les médias, dénonce-t-il, semblent déconnectés de la vie, des attentes et des idées du peuple.

Fin février, les téléspectateurs des Informations télévisées peuvent apercevoir un cafard se promener sur le bureau du présentateur. Résultat : le licenciement sec d'une trentaine de personnes, journalistes et techniciens. L'affaire résonne au-delà des frontières : « Un cafard met trente personnes au chômage », titre *Libération*³⁰. Les remaniements politico-administratifs sont hebdomadaires : la télévision, comme les autres médias, a « consommé » de nombreux ministres.

Modernisation de la télévision

Dans le secteur des médias comme dans les autres, la politique du gouvernement est celle de la poudre aux yeux : il investit massivement – en le faisant savoir – dans des technologies qui ne sont pas toujours nécessaires. Fin mars 2007, la société britannique Trans Eurasia installe de nouveaux équipements pour les Informations et la chaîne *Altyn Asyr*. Début mars 2008, le gouvernement annonce un budget de 2,7 millions de dollars alloué aux chaînes de télévision et l'on apprend début avril que, dans le but de faire de la capitale « l'une des plus belles villes du monde » et d'améliorer la qualité de transmission des chaînes télévisées au Turkménistan, le président a commandé à une compagnie turque la construction d'une tour pour la télévision d'une hauteur de 211 mètres au sud d'Achgabat, entre avril 2008 et octobre 2011, pour 136,85 millions d'euros. « La télévision et la radio ont besoin de moins de censure, pas d'une

meilleure technologie » note pourtant l'Institute for War & Peace Reporting³¹.

La rénovation de la télévision turkmène passe aussi par la formation des journalistes. Sur ce point, Berdymouhamedov semble donner quelques signes favorables en optant pour une coopération internationale. Les 21-23 mai 2008, par exemple, 25 journalistes turkmènes, dont certains de télévision, participent à une formation dans le cadre du programme de lutte contre les stupéfiants en Asie centrale (CADAP), financé par la Commission européenne et mis en œuvre par l'agence pour le développement de l'ONU (UNDP). En 2009, d'autres assistent à une série de séminaires organisés par la BBC. Il passe également des accords bilatéraux : lors de la visite officielle du président iranien Ahmadinejad en août 2007, un *memorandum* sur la coopération dans le domaine de la radio et de la télévision a été signé, envisageant notamment des productions communes.

L'indépendance par satellite ? Le paradoxe des paraboles

Parce que son contenu est pauvre et identique sur toutes les chaînes, « la plupart des Turkmènes ne regardent pas la télévision nationale »³². Pourtant, fin janvier 2009, une enquête montre que 70 % des enfants d'âge scolaire passent près de deux heures et demie devant leur écran les jours de semaine, et de trois heures et demie durant le week-end, soit au total entre 16 et 24



Doc. 17



Doc. 18



Doc. 19

heures par semaine – 10 à 14 heures pour les enfants d'âge préscolaire. Les autorités sont préoccupées par ces résultats, conscientes que les enfants ne passent pas leur temps devant les chaînes nationales, mais devant la télévision satellite.

Utilisant très peu Internet, qui est rare, lent, cher et surtout filtré, le peuple ne peut pas non plus lire la presse étrangère, interdite sur tout le territoire depuis 2002 – une mesure que Berdimouhamedov n'a assoupli que pour autoriser l'abonnement des ministères à certaines revues scientifiques russes. La seule exception dans ce blocus médiatique est la télévision par satellite, seul lien de la population avec l'étranger. En milieu urbain comme dans les zones rurales, les paraboles sont omniprésentes sur les façades des immeubles des quartiers populaires d'Achgabat comme devant les habitations pauvres et délabrées au milieu du désert du Karakoum (doc. 17-19)³³.

Tous les efforts déployés pour restreindre l'accès à l'information de la population et contrôler les contenus des médias nationaux sont curieusement frustrés par cette ouverture massive sur le monde. Pourquoi cette exception ? D'abord, il faut préciser

que les foyers sont généralement équipés de deux types de paraboles, une grande et une ou plusieurs petites, pour capter les chaînes russes et turques. Leurs téléviseurs reçoivent des centaines de chaînes mais, pour des raisons linguistiques, la population regarde surtout la télévision russe ou turque (ou les deux). Les chaînes occidentales ne sont regardées que par une élite très minoritaire capable de comprendre l'anglais, le français ou l'allemand. Le fait que le gouvernement laisse faire peut s'expliquer par plusieurs raisons.

Premièrement, les chaînes russes et turques, les plus regardées, ne sont généralement pas critiquées à l'égard du Turkménistan, car elles sont relativement peu indépendantes de leurs gouvernements respectifs, qui sont deux des plus gros partenaires commerciaux d'Achgabat. Ni Moscou ni Ankara, liés au Turkménistan par des dizaines d'accords dans tous les domaines (la Russie est même dans une dépendance énergétique puisque Gazprom a besoin du gaz turkmène), ne prennent le risque de critiquer le régime turkmène.

Deuxièmement, la plupart des programmes regardés sont du divertissement. Le système éducatif, l'absence de

pluralisme politique, de liberté d'association, d'expression, de conscience, de droit de grève, la répression systématique, ont peu à peu plongé le pays, après 70 ans d'Union soviétique et quasiment 20 ans de dictature turkmène, « dans une torpeur néostalinienne »³⁴. La population n'a quasiment aucune conscience politique, elle est comme engourdie, apathique, et lorsqu'elle dispose de 400 chaînes de télévision dans son salon, elle consomme du sport, des clips, des émissions de *reality-show* et des films.

Troisièmement, même pour les rares personnes comprenant une langue étrangère et s'intéressant aux nouvelles politiques dans les médias internationaux, le fait est que l'on y parle assez peu du Turkménistan, et que l'on peut regarder CNN tous les jours pendant une année sans jamais tomber sur un commentaire, quel qu'il soit, sur le Turkménistan. Cela est lié, naturellement, au travail fait en amont par les autorités, qui bloquent l'accès des journalistes étrangers au pays. Les rares reportages sur le Turkménistan sont généralement faits par des journalistes qui, soit accompagnent une délégation diplomatique lors d'une visite officielle, soit font une demande de visa de transit (5 jours) en dissimulant leur profession. Dans les deux cas, le temps imparti est court et les contraintes nombreuses, et l'on peut compter sur les milliers de policiers postés tous les cent mètres dans la rue pour réagir si une caméra ou un appareil photo pointe son objectif.

Quatrièmement, la télévision, contrairement à Internet, qui est beaucoup plus surveillé, ne fonctionne que dans un seul sens : on peut recevoir des informations, mais pas en envoyer. Ce qui signifie qu'au pire des cas le téléspectateur turkmène pourra être attiré et influencé par les idées et les valeurs occidentales, mais il ne pourra pas se plaindre et dénoncer ce qui se passe dans son pays.

Pour toutes ces raisons, la télévision par satellite a bénéficié d'une relative tolérance, qui fait figure d'exception dans le carcan serré des médias. Il y a également une raison pragmatique : elle est désormais tellement répandue qu'il serait à la fois impraticable et politiquement risqué de la supprimer purement et simplement. Les autorités, pourtant, y pensent.

La télévision par satellite étant le seul média qui échappe au contrôle absolu de l'Etat, elle est naturellement dans le collimateur du pouvoir. Fréquemment, Niyazov avait annoncé le retrait des paraboles sur les façades, invoquant deux raisons : d'une part, des raisons esthétiques, parce que c'est « laid ». D'autre part, des raisons légales, puisqu'une partie des branchements sont illégaux et génèrent ce qui est perçu comme du trafic : « Les gens font de l'argent avec ça. La population veut avoir beaucoup de chaînes télévisées et davantage d'information sur le monde. Ce n'est pas interdit, mais [...] il est interdit d'installer une antenne et de s'entendre avec les résidents pour les y raccorder contre de l'argent »³⁵

dénonce-t-il en conseil des ministres en juin 2002.

Ces deux raisons ne sont naturellement que des prétextes. Ce qui gêne le pouvoir est le contenu des programmes, et l'image qu'ils donnent du pays. Niyazov disait explicitement que la télévision russe a une « opinion biaisée de ce qu'est la vie au Turkménistan, qui déforme la réalité »³⁶. Il avait néanmoins hésité à s'attaquer à ce dernier radeau. Berdymouhamedov se retrouve dans la même situation : s'il ne cache pas son hostilité à la télévision par satellite, il semble agir par tâtonnements. Une idée est apparue. Le 30 novembre 2007, lors d'une réunion sur le développement d'Achgabat, le président dit qu'il souhaite installer des antennes collectives suffisamment puissantes pour alimenter plusieurs appartements, afin de supprimer les paraboles individuelles. Cette solution permettrait à l'Etat de contrôler le contenu des programmes, en sélectionnant lui-même la liste des chaînes que cette antenne collective pourra recevoir, et en pouvant à tout moment couper la connexion de tel foyer, à titre préventif ou par mesure de rétorsion.

Les organisations de défense des droits de l'homme affirment que le démantèlement des antennes paraboliques a commencé dès décembre 2007³⁷ et que « le gouvernement a décidé, en janvier 2008, [...] de fermer les entreprises qui les commercialisent »³⁸. Sur place, pourtant, de 2007 à 2009, ces résultats ne sont pas visibles : les paraboles sont toujours en vente

partout pour une centaine de dollars et nombreux sont ceux qui n'ont jamais entendu parler de ce nouveau projet. Il n'y a pas, pour l'instant, de loi interdisant formellement les paraboles.

Les autorités ont plutôt choisi de remplacer progressivement, sans faire de vagues, les paraboles sauvages par une télévision contrôlée. Fin janvier 2008, un projet de réseau câblé pour la télévision par satellite a vu le jour à Achgabat. On annonce que 500 chaînes obtenues par 4 satellites seront distribuées aux résidents de la capitale. L'installation sera gratuite et effectuée par la compagnie nationale *Tukmentelekom*, les usagers devant payer un prix « symbolique ». La première phase devait équiper 50 bâtiments et 2 500 appartements en deux mois. On ignore dans quelle mesure ce projet est réellement mis en œuvre. Ce que l'on sait, en revanche, est que, suite à une panne du satellite russe *Yamal*, de nombreuses chaînes de télévision russes ont cessé d'émettre vers le Turkménistan à partir du 3 juin 2009.

La situation de la télévision turkmène s'est-elle améliorée sous Berdymouhamedov ? A première vue, on pourrait le croire puisque le nouveau président a ouvert un département de journalisme à l'Institut des relations internationales, quand le précédent avait fermé celui de l'Université Magtymguly³⁹, et qu'il aime annoncer dans les médias que « des responsables de la télévision, les rédacteurs en chef des principaux journaux et magazines ont

participé à une visite officielle en Corée du Sud afin de se familiariser avec la manière dont les médias de masse opèrent dans les pays étrangers »⁴⁰. En réalité, les changements restent superficiels et essentiellement rhétoriques. RSF, dont l'accès au site internet est bloqué au Turkménistan, résume bien la situation : « Les espoirs engendrés par l'élection, en février 2007, de Gurbanguly Berdymouhamedov ne se sont pas concrétisés. En dépit de nombreuses déclarations publiques en faveur de la liberté d'expression et de la démocratisation, la situation intérieure a très peu évolué »⁴¹. C'est également la conclusion du Committee to Protect Journalists en février 2009⁴².

Ce qui est différent est la stratégie argumentative. Niyazov assumait et justifiait le contrôle des médias et de la télévision en particulier, prévenant en 1992 au moment de la transition qu'il allait exercer « un contrôle ferme sur les médias de masse dans le but d'empêcher l'embrasement des conflits interethniques et tribaux »⁴³. Berdymouhamedov fait exactement l'inverse en prenant le parti de la dénégation pure et simple. Le 24 septembre 2007 à l'université Columbia à New York, il déclarait effrontément : « il n'y a jamais eu au Turkménistan de pression sur la presse »⁴⁴. La quête de l'indépendance ? En 2009, elle concerne moins la télévision que la société turkmène tout entière.

Notes

¹ F. Duve, *The Media Situation in Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Turkmenistan and Uzbekistan : Five Country Reports*, Vienna, 2002, p. 103.

² A. B. Murat, « Turkmenistan and the Turkmen », in Z. Katz (ed.), *Handbook of Major Soviet Nationalities*, New York, Macmillan, 1975, p. 274.

³ *Ibid.*, p. 273.

⁴ World Bank, *The little data book on information and communication technology 2008*, Washington, p. 211.

⁵ *Gundogar.org*, 22 octobre 2004.

⁶ OSCE, communiqué de presse, 16 janvier 2003.

⁷ Radio Free Europe / Radio Liberty (RFE/RL), 16 janvier 2003.

⁸ Cité par A. Rasizade, « Turkmenbashi and His Turkmenistan », *Contemporary Review*, octobre 2003, p. 202.

⁹ *Le Monde*, 3 janvier 2003, p. 4.

¹⁰ *Le Monde*, 8 septembre 2005, p. 51.

¹¹ *Turkmen Initiative for Human Rights* (TIHR), 17 mai 2006.

¹² *Ibid.*

¹³ TF1, « Edition spéciale », septembre 1996.

¹⁴ *Le Nouvel Observateur*, 1^{er} mars 2006.

¹⁵ D. Garcia, *Le pays où Bouygues est roi*, Paris, Danger Public, 2006.

¹⁶ *Le Nouvel Observateur*, *op. cit.*

¹⁷ *Télérama*, 2929, 28 février 2006.

¹⁸ *Le Nouvel Observateur*, *op. cit.*

¹⁹ *Libération*, 2 mars 2006, p. 20.

²⁰ *Le Nouvel Observateur*, *op. cit.*

²¹ *Le Monde diplomatique*, Janvier 2001, p. 16-17.

²² N. Atayeva, « Mass Media Freedom in Turkmenistan: Only a Mirage », *Media Insight Central Asia*, 23, p. 2.

²³ *EurasiaNet*, 26 juillet 2002.

²⁴ International Journalists' Network, 21 octobre 2004.

²⁵ Transcription officielle, document de TV4, en possession de l'auteur.

²⁶ Selon la plupart des analyses, il serait mort deux ou trois jours plus tôt. Cette période intermédiaire a permis au MSN (ex-KGB) et à Berdimouhamedov, alors vice-premier ministre et ministre de la Santé, de préparer un coup d'Etat.

²⁷ *Turkménistan Neutre*, 23 juillet 2008.

²⁸ Photo : © J.-B. Jeangène Vilmer.

²⁹ A. Velsapar, cité par T. Terzani, *Goodnight*,

Mister Lenin : A Journey Through the End of the Soviet Empire, London, Picador, p. 308.

³⁰ *Libération*, 23 février 2008, p. 9.

³¹ IWPR, « TV, Radio Need Less Censorship, Not Better Technology », 3 septembre 2007

³² S. Horák et J. _ír, *Dismantling Totalitarianism ? Turkmenistan under Berdimuhamedov*, Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, mars 2009, p. 87.

³³ Photos : J.-B. Jeangène Vilmer.

³⁴ *Washington Post*, 6 août 2004, p. A19.

³⁵ *EurasiaNet*, 26 juillet 2002.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ *cpj.org*.

³⁸ *rsf.org*.

³⁹ N. Atayeva, *op. cit.*, p. 3.

⁴⁰ *RFE/RL*, 3 mai 2009.

⁴¹ *rsf.org*.

⁴² *cpj.org*.

⁴³ *Turkenskaya iskra*, 16 décembre 1992.

⁴⁴ *RFE/RL*, 24 septembre 2007.